



<http://www.cgt.fr>
info@cgt.fr

Samedi 13 décembre 2008

Pour garantir le droit au logement pour tous, une urgence : agir ensemble contre la loi Boutin

CE TRIMESTRE, les chiffres du chômage s'envolent, la précarité de l'emploi explose et les inégalités sociales se creusent ; 60 % des Français se déclarent inquiets quant à leur avenir.

EN ÉCHO, Nicolas Sarkozy propose aux salariés de devenir « intermittents » du travail, à l'opposé de la proposition Cgt d'une sécurité sociale professionnelle, de la garantie d'un statut social et de l'évolution de son salaire, tout au long de sa vie active.

EN 2008, la crise du logement n'a jamais été aussi profonde, 100 000 femmes et hommes sont sans-abri, 1.4 millions sont demandeurs de logements sociaux et 3.4 millions de personnes sont mal-logés.

EN ÉCHO, le projet de loi sur le logement accélère l'exclusion et le désengagement du gouvernement dans le financement du logement social.

Les familles n'ont jamais consacré autant d'efforts financiers pour se loger, c'est le premier poste de dépenses des ménages.

L'accès et le droit au logement sont une des premières préoccupations des salariés, des retraités, de tout ceux frappés par la précarité de l'emploi, les jeunes et les chômeurs.

Dans la loi Boutin, que propose le gouvernement ?

Malgré le scandale des crédits Subprimes aux USA et des centaines de milliers de familles modestes jetées à la rue, malgré l'ampleur de la crise financière en France et un recul des ventes de logements de 45 % au 3^e trimestre, malgré l'annonce dans le secteur du bâtiment de 170 000 emplois menacés... rien n'y fait !

En effet, le gouvernement au lieu de relancer une politique publique de production massive de logements sociaux économiquement accessibles programme une baisse du budget logement de 9 % dès 2009 et des aides pour la construction de Hlm en chute libre de 30 %.



Pour les organismes Hlm, c'est l'obligation de vendre une partie du patrimoine. Pour les locataires, c'est la remise en cause du maintien dans les lieux à chaque renouvellement de bail et pour les moins pauvres, l'explosion des surloyers.

L'État se désengage totalement du financement de la rénovation urbaine dans les quartiers défavorisés (Anru) et de l'amélioration de l'habitat (Anah). Au passage, il ponctionne au 1 % logement 850 millions d'euros ; c'est-à-dire deux tiers de la collecte du salaire différé issu des richesses créées par les salariés dans les entreprises.

Cette ponction remet en cause, dès 2009, la construction de 30 000 logements sociaux !

La loi dite de « *Mobilisation pour le logement* » est en débat à l'Assemblée nationale le 15 décembre. **Elle est à combattre !**

Le gouvernement a su trouver 320 milliards d'euros pour « sauver » les banques et éponger la perte des marchés financiers et veut ponctionner 60 milliards d'euros des fonds du livret A, de l'épargne populaire qui financent 90% des constructions Hlm pour le « redistribuer » aux patrons. **STOP !!**

Exigeons un financement public à la hauteur des besoins, exigeons au minimum la production de 150 000 logements sociaux économiquement accessibles par an.

La CGT s'adresse aux salariés, aux retraités, aux privés d'emplois :

Agissons ensemble, le samedi 13 décembre, pour :

- ➡ « **garantir le droit au logement pour tous !** »
- ➡ « **exiger de l'état une politique du logement et des moyens financiers à la hauteur de l'urgence** » !

Manifestation nationale
samedi 13 décembre 2008 à partir de 14 h 00

A Paris : manifestation à 14 heures
du métro Duroc au ministère du Logement.